

Point de Presse du Conseil d'Etat

20 avril 2011

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat
M. David Hiler, conseiller d'Etat
Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève	4
Le bilan social 2010 présente un état des lieux inédit du personnel de l'Etat	4
Premiers états financiers consolidés de l'Etat de Genève	4
149 millions pour construire la sixième et dernière étape du CMU	5
Réorganisation de la police : état des travaux Phénix	6
Aide financière accordée à l'association Face à Face	7
Soutien financier à la Fondation Eduki	7
Hospitalisation en division commune : tarifs modifiés	8
Tarif-cadre en matière de soins aigus et de transition	8
Camion-citerne renversé à Jussy en février 2011 : le site est assaini	8
Nouvelles dénominations à Lancy	9
Elections des magistrats communaux : publication des résultats	9
Nomination de trois administrateurs provisoires pour la commune de Corsier	10
Aboutissement d'une initiative communale à Onex	11
Rencontre avec les magistrats du Pouvoir judiciaire	11
Agenda des invitations à la presse	12

Le bilan social 2010 présente un état des lieux inédit du personnel de l'Etat

Le Conseil d'Etat a adopté le bilan social 2010, qui présente un état des lieux du personnel du petit Etat. Illustré par 31 tableaux et graphiques, ce document constitue une annexe au rapport sur les comptes 2010.

Le bilan social propose un ensemble de statistiques décrivant les collaboratrices et les collaborateurs de l'administration. Outre cette image arrêtée au 31 décembre 2010, il relate les principaux changements et évolutions qui se sont produits durant l'année. Ses chapitres portent sur les postes de travail, les effectifs, la rémunération, les conditions d'emploi, la formation, la gestion des compétences et les relations professionnelles. Le bilan social présente ainsi les effectifs par âge ou par ancienneté, les flux de personnel, l'absentéisme, la grille salariale, le travail à temps partiel, la formation des apprentis, etc.

C'est la première fois que l'Etat de Genève dresse un tel bilan, dont l'usage est largement répandu dans des pays comme les Etats-Unis, le Canada ou la France. La centralisation des informations à l'office du personnel de l'Etat et le développement de nouveaux outils informatiques ont contribué à rendre possible cette synthèse.

La réunion de données statistiques et d'informations sur la gestion des ressources humaines répond à des questions fréquemment posées à l'administration et aux autorités cantonales. Le bilan social vise à favoriser le dialogue avec les partenaires sociaux, les élus et le public en général. Il constitue aussi un outil de pilotage qui permet de mesurer des évolutions et d'opérer des comparaisons entre les diverses entités de l'Etat ainsi qu'avec d'autres administrations ou entreprises. Le bilan social peut être consulté sur www.ge.ch/finances/comptes-2010.

Pour toute information complémentaire : M Noureddine Bouzidi, directeur de l'administration et des finances de l'office du personnel de l'Etat, DF, ☎ 022 546 08 12.

Premiers états financiers consolidés de l'Etat de Genève

Le Conseil d'Etat a adopté son rapport au Grand Conseil relatif aux états financiers consolidés pour l'exercice 2010. Cette première publication des comptes cantonaux consolidés marque l'ultime étape de la mise en œuvre des normes comptables internationales IPSAS, conformément à la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (LGAF). Celle-ci prévoit l'application des normes IPSAS, qui imposent elles-mêmes la publication d'états financiers consolidés.

Les comptes consolidés permettent d'offrir une vision d'ensemble de la performance et de la situation financière des activités que l'Etat exerce directement ou délègue à des entités qu'il contrôle. Leur élaboration constitue une opération complexe, en raison de l'enchevêtrement des prestations entre l'Etat et les entités consolidées. Le but de la consolidation est de faire apparaître uniquement les opérations de l'entité étatique

globale avec l'extérieur, ce qui implique de nombreux retraitements et éliminations de flux internes. Dès lors, il n'est pas aisé d'interpréter ces données et de les comparer avec les résultats individuels de chaque entité.

Ces premiers états financiers consolidés sont présentés sous la forme d'un Rapport divers au Grand Conseil, en attendant la clarification de leur statut au plan législatif et constitutionnel. Les états financiers consolidés peuvent être consultés sur www.ge.ch/finances/comptes-2010.

Pour toute information supplémentaire : M. Pierre Béguet, directeur général des finances de l'Etat, DF, ☎ 022 546 13 01.

149 millions pour construire la sixième et dernière étape du CMU

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 149 millions de francs en vue de réaliser la sixième étape du Centre médical universitaire (CMU). Avec cette sixième étape, le CMU sera achevé. La cinquième étape est, elle, en cours de construction. L'échelonnement des travaux en deux étapes successives (5 et 6) permet à l'Etat de réaliser des économies substantielles, de l'ordre de plus de 8 millions de francs, grâce aux différentes rocade.



La réalisation des étapes 5 et 6 du CMU sera notamment l'occasion de regrouper les utilisateurs répartis sur différents sites et qui occupent des locaux actuellement peu adaptés à leurs besoins (Ecole de pharmacie Genève-Lausanne (EPGL), section de médecine dentaire (SMD), investigation clinique et Institut des sciences du mouvement et de la médecine sportive (ISMMS)). Un nombre important de salles d'apprentissage ainsi que des locaux communs et administratifs prendront également place dans le nouveau bâtiment. La bibliothèque sera agrandie et l'animalerie modernisée.

Grâce à ce regroupement sur un seul site, d'importantes synergies pourront être conduites au sein de l'Université de Genève dans le domaine des sciences de la vie.

Sous réserve de l'obtention de l'autorisation de construire et du vote du crédit de construction par le Grand Conseil, l'ouverture du chantier de la sixième étape pourrait avoir lieu cet automne. La remise des locaux de l'ensemble du bâtiment aux utilisateurs est prévue pour fin 2014.

Précisons encore qu'une demande de subvention fédérale a été annoncée auprès de la Confédération, conformément à la [loi sur les aides aux universités \(LAU\)](#). Le montant de cette subvention, estimée sur la base de l'avant-projet, se monterait à 21,5 millions de francs.

Informations complémentaires (dossier de presse du bouquet de chantier de la 5^e étape du CMU) à l'adresse : http://www.ge.ch/dcti/presse/2009-09-09_conf.pdf.

Pour toute information complémentaire : M. Franck Guy, chef de projets, direction des investissements, du patrimoine et des actifs, office des bâtiments, DCTI, ☎ 022 546 62 21.

Réorganisation de la police : état des travaux Phénix

Le Conseil d'Etat a pris connaissance de l'avancée des travaux en vue de la réorganisation de la police. Les résultats des premières phases permettent de dégager les axes stratégiques à partir desquels des variantes de réorganisation seront proposées et évaluées.

Principaux enseignements de la phase II (analyse de l'organisation actuelle)

L'analyse des forces et faiblesses, risques et opportunités de l'organisation actuelle fait ressortir les grandes orientations qui détermineront les missions futures de la police cantonale: il s'agit de réaffirmer le rôle de police de proximité de la police cantonale tout en améliorant la réponse au niveau de la police d'intervention/police-secours. Les moyens mobilisables doivent être renforcés sur le plan régional, dans le cadre des concordats ou de la coopération transfrontalière, afin notamment de pouvoir faire face à tout événement d'envergure. La nécessité de garantir la sécurité du milieu internationale est réaffirmée. Le tout s'inscrit dans une stratégie et des objectifs de politique criminelle qui doivent être déterminés de concert avec les instances judiciaires.

Principaux enseignements de la phase III

- Sondage auprès de corps de police

Plus de 770 policiers ont participé au sondage interne. En termes d'activités à renforcer, les membres du corps se sont majoritairement prononcés pour les patrouilles et la présence de proximité, la capacité d'intervention et les activités de la police judiciaire de voie publique.

Les conséquences tirées de ce sondage sont notamment les suivantes : il s'agit de revisiter la répartition des missions entre les divers services, de clarifier le rôle et la mission avec les partenaires externes, d'assurer des effectifs suffisants et de redonner à la patrouille les activités liées à l'intervention ou à la proximité aussi rapidement que possible.

- Entretiens avec les partenaires.

Peter Grütter, chef du projet Phénix, ancien commandant des polices cantonales de Zurich et St-Gall, a mené plusieurs dizaines d'entretiens avec les principaux partenaires de la police. Ceux-ci saluent le professionnalisme du corps. Les demandes portent entre autres sur une véritable police de proximité et sur une meilleure définition des missions vis-à-vis des partenaires.

- Consultation de la population

Avec plus de 2'700 questionnaires rentrés, cette première expérience de consultation « en ligne » de la population est un succès. En termes d'activités à renforcer, la population se prononce en faveur de la police de proximité (patrouille, présence, nombre de postes de police) et de la capacité d'intervention. La population se montre aussi particulièrement préoccupée par des thématiques telles que la lutte contre la mendicité, les incivilités ou la petite criminalité.

La dernière phase des travaux a commencé. Le rapport final est attendu pour cet été.

Pour toute information complémentaire : Mme Isabel RoCHAT, conseillère d'Etat, par l'intermédiaire de Mme Yvette Renard, DSPE, ☎ 022 327 92 06.

Aide financière accordée à l'association Face à Face

Le Conseil d'Etat a accordé à l'association Face à Face pour l'année 2011 une aide financière d'un montant de 150'000 francs.



Cette aide permettra à l'association de fournir des prestations pour prévenir et traiter de manière spécifique la violence des femmes, des mères et des adolescent-e-s ayant des comportements violents et d'empêcher leurs transmissions au travers des générations. Les prestations attendues de la part de l'association en 2011 sont les suivantes :

- une réponse téléphonique et par courriels aux demandes d'adolescent-e-s et de femmes auteur-e-s de violences, de leur entourage et des professionnel-le-s, concerné-e-s par la thématique ;
- une prise en charge thérapeutique des femmes majeures auteures de violences (entretiens individuels, de couple, de famille et en groupe) ;
- le programme « Face à Face Ados » pour adolescent-e-s auteur-e-s de violences (13 à 20 ans) ;
- l'accueil des femmes éloignées de leur domicile, lorsque la police a prononcé une mesure d'éloignement à leur rencontre en application de la [loi sur les violences domestiques du 16 septembre 2005](#) ;
- la mise en place d'actions de prévention et d'information relatives aux femmes et aux adolescent-e-s auteur-e-s de comportements violents.

L'association Face à Face a été créée en 2001 et ses activités thérapeutiques ont débuté en 2002. Dès 2006, l'association a mis sur pied un groupe de pilotage pour adolescentes. En 2008, elle a lancé le programme « Face à Face Ados » en collaboration avec les garde-frontières suisses. Cette même année, elle est devenue membre de la commission consultative sur les violences domestiques du canton de Genève.

Cette aide est attribuée dans le cadre de la politique publique « Sécurité et population ». Elle figure au programme des droits humains sous la prestation « coordination des actions et lutte contre les violences domestiques ».

Pour toute information complémentaire : Mme Fabienne Bugnon, directrice générale de l'office des droits humains, DSPE, ☎ 022 327 92 71.

Soutien financier à la Fondation Eduki

Le Conseil d'Etat a octroyé pour l'année 2011 une aide financière d'un montant de 50'000 francs à la Fondation Eduki alias Centre pour l'éducation et la sensibilisation à la coopération internationale. Cette aide est destinée à soutenir le programme pédagogique « A la découverte de la coopération internationale » dont l'objectif est de sensibiliser les élèves de l'enseignement secondaire à la coopération internationale et de créer des passerelles entre les organisations internationales et les jeunes.

Pour tout complément d'information : Mme Marie-Hélène Dubouloz Schaub, secrétaire adjointe, DIP, ☎ 022 546 69 55.

Hospitalisation en division commune : tarifs modifiés

Le Conseil d'Etat a modifié le [règlement du 17 octobre 2007 fixant le tarif des prestations fournies par les Hôpitaux universitaires de Genève \(HUG\) aux assurés selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie en cas d'hospitalisation en division commune \(régime sans convention\)](#).

Chaque année, ce règlement est revu afin de permettre son adaptation aux modifications tarifaires qu'il y a lieu de faire en raison de l'évolution du tarif conventionnel et des coûts. Il est entré en vigueur le 1^{er} janvier dernier.

Pour toute information complémentaire : Mme Anne-Geneviève Bütikofer, directrice générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 26.

Tarif-cadre en matière de soins aigus et de transition

Conformément à l'[article 47](#), alinéa 1 de la [loi fédérale sur l'assurance-maladie \(LAMal\)](#), le Conseil d'Etat a adopté le règlement fixant le tarif-cadre des prestations fournies par la Fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD) et SITEX SA en matière de soins aigus et de transition.

Le tarif des prestations prévues à l'[article 7](#), alinéa 3 de l'[ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie \(OPAS\)](#), fixé selon un forfait en unité de temps, est de 185 francs par heure.

Pour toute information complémentaire : Mme Christine Brennenstuhl, responsable du réseau de soins, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 18 83.

Camion-citerne renversé à Jussy en février 2011 : le site est assaini

Le Conseil d'Etat a transmis à l'association Pro Natura toutes les informations utiles relatives à l'accident survenu le 2 février dernier, lors duquel la remorque d'un camion-citerne propriété du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) s'est renversée au rond-point de la route de Compois et de la route de Jussy.

Cet accident a provoqué un écoulement dans le terrain de quelques milliers de litres de mazout à proximité du ruisseau Le Chamboton, qui alimente en eau les marais de Sionnet, d'importance nationale.

Les mesures de protection de l'environnement prises par le conducteur du camion-citerne, le service d'intervention et de secours de la Ville de Genève (SIS), le mandataire du DDPS et les services de gestion des sites pollués, de la protection des sols, de la nature et de l'eau de l'Etat de Genève ont permis d'éviter toute pollution des marais de Sionnet ou de la Seymaz.



A ce jour, aucun relargage d'hydrocarbures par le lessivage des sols n'a été constaté. Toutefois, par précaution, un dispositif minimum de protection est maintenu dans le Chamboton et à l'entrée des marais de Sionnet. Ce dispositif restera en fonction jusqu'à fin juin 2011 au plus tard ou jusqu'à la prochaine pluie conséquente (>20mm/24h).

Pour toute information complémentaire : M. François Pasquini, directeur du service de l'écologie de l'eau, DIM, ☎ 022 388 80 61.

Nouvelles dénominations à Lancy

Le Conseil d'Etat a entériné les propositions de la commune de Lancy et nommé deux futures voies de desserte dans le périmètre d'un nouveau quartier de logements et d'activités à Lancy – Pont-Rouge. Ont ainsi été baptisées :

- « chemin de l'Adret » la voie commençant à la route du Grand-Lancy, longeant les voies CFF et se terminant à l'avenue Eugène-Lance. L'adret est le versant le plus ensoleillé d'une vallée, d'un coteau, et le plus favorable aux cultures et à l'habitat ;
- « chemin des Mérinos » la voie reliant la route des Jeunes au futur chemin de l'Adret. Cette dénomination fait référence à l'élevage de moutons Mérinos créé à cet endroit par Charles Pictet de Rochemont, fondateur de l'actuel bâtiment de la mairie de Lancy.



Ces dénominations ont été préavisées favorablement par la commission cantonale de nomenclature.

Pour toute information complémentaire : M. Laurent Niggeler, directeur du service de la mensuration officielle, DIM, ☎ 022 546 72 01.

Elections des magistrats communaux : publication des résultats

Le Conseil d'Etat a arrêté les résultats de l'élection des conseillers administratifs, maires et adjoints du 17 avril 2011. Cet arrêté sera publié dans la Feuille d'avis officielle du 27 avril 2011.

Le taux de participation s'élève à 36,5% (37,9% en 2007). Il est de 24,2% pour électeurs étrangers (26,8% en 2007) et de 40,8% pour les électeurs suisses (41,7% en 2007).

Par ailleurs, le nombre de suffrages déclarés nuls ou douteux durant les élections du 13 mars et du 17 avril 2011 est respectivement de 1032 et 1085. Le principal motif de nullité est la présence de plusieurs bulletins dans l'enveloppe de vote bleue - souvent deux -, alors qu'il ne doit y en avoir qu'un seul. Les autres motifs de nullité sont la présence d'annotations sans rapport avec l'élection, de noms de personnes non-candidates, de l'identité de l'électeur ou d'insultes. Certains bulletins ne sont pas officiels et d'autres non remplis à la main.

Pour rappel, la prestation de serment des 24 maires, 48 adjointes et adjoints et 62 conseillères et conseillers administratifs aura lieu le mardi 31 mai prochain à 17h00 en la cathédrale Saint-Pierre.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Nomination de trois administrateurs provisoires pour la commune de Corsier

Le Conseil d'Etat a nommé Mme **Christiane Favre** et MM. **Jean-Marc Mermoud** et **Alain-Dominique Mauris** en qualité d'administrateurs provisoires de la commune de Corsier, à compter du 1^{er} juin 2011. Cette désignation fait suite à l'[annulation par la Chambre administrative de la Cour de justice du scrutin du 13 mars 2011 relatif aux élections municipales dans la commune de Corsier](#) (voir [communiqué du 24 mars 2011](#)).



Cette décision intervient en application de l'article 81 de la [loi sur l'administration des communes \(LAC\)](#), qui prescrit que si les autorités d'une commune ne peuvent pas être régulièrement constituées ou sont momentanément empêchées d'exercer leurs fonctions, le Conseil d'Etat désigne un ou plusieurs administrateurs jusqu'à ce que la situation normale soit rétablie et fixe leurs attributions.

Les administrateurs provisoires désignés par le Conseil d'Etat disposent d'une grande expérience en matière de gestion communale.

Mme **Christiane Favre** a été conseillère municipale à Perly-Certoux de 1987 à 1995, puis maire de cette commune de 1995 à 2007. Députée au Grand Conseil, Mme Favre est notamment membre de la commission des affaires communales, régionales et internationales du législatif cantonal.



M. **Jean-Marc Mermoud** a été conseiller municipal de Pregny-Chambésy de 1983 à 1987, puis adjoint au maire de 1985 à 1995, avant d'occuper la charge de maire de 1995 à 1999. Conseiller administratif de la commune depuis 1999 et actuellement maire jusqu'au 31 mai prochain, M. Mermoud préside également l'Association des communes genevoises (ACG).

M. **Alain-Dominique Mauris** a été conseiller municipal à Bernex de 1983 à 1991 et a siégé au Conseil administratif de cette commune pendant seize ans, de 1991 à 2007. Il a été maire de Bernex à plusieurs reprises durant cette période. M. Mauris a en outre assumé la charge d'administrateur provisoire de la commune de Vernier, délégué par le Conseil d'Etat, du 20 juin 2007 au 15 octobre 2008 (voir [point de presse du 20 juin 2007](#)).



Le mandat des administrateurs provisoires de Corsier consistera à expédier les affaires courantes de la commune jusqu'à l'installation des prochaines autorités municipales (Conseil municipal et exécutif) qui seront élues dans le courant de l'automne prochain.

Pour mémoire, une mesure similaire avait été prise en 1991 par le Conseil d'Etat suite à l'annulation par le Tribunal administratif de l'élection du Conseil municipal et de celle du maire et des adjoints de la commune de Genthod, ainsi qu'à Vernier en 2007, jusqu'à la validation de l'élection d'un conseiller administratif dans la commune.

Le Conseil d'Etat exprime sa vive reconnaissance à l'administratrice et aux administrateurs provisoires désignés qui ont bien voulu accepter d'assumer cette charge publique en plus de leurs activités présentes.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 41.

Aboutissement d'une initiative communale à Onex

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement de l'initiative communale à Onex intitulée « Créons des places d'apprentissage pour nos enfants! ».



La vérification des signatures déposées à l'appui de cette initiative communale a donné les résultats suivants :

- signatures annoncées : 1533
- signatures contrôlées : 1633
- signatures validées : 1274

Le nombre de 1248 signatures valables – soit les 10% de signatures valables d'électeurs de la commune – requis par la [Constitution](#) (art. 68B, al. c) pour faire aboutir l'initiative est ainsi atteint.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Rencontre avec les magistrats du Pouvoir judiciaire

Le Conseil d'Etat a rencontré les magistrats du pouvoir judiciaire lors d'un déjeuner de travail.

A cette occasion, les deux pouvoirs ont échangé leurs premiers constats relatifs à l'application du nouveau droit et ont abordé la question des locaux du Pouvoir judiciaire ou encore des moyens à disposition de la justice.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
30 avril 10h30	Inauguration de la 3 ^e étape du tramway Cornavin-Meyrin-CERN	CERN et Meyrin-Village	DCTI DIM	Rafaèle Gross (DIM) ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
2 mai 9h30	Politique en faveur de l'emploi et lutte contre le chômage	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Bernard Favre (DSE) ☎ 022 546 54 10
2 mai 14h00	Carré Vert, point de situation sur l'assainissement du site et visite de chantier	Site Carré Vert Salle Galileo 3, rue des Gazomètres (3 ^e étage)	DSPE DCTI VGe	Grégoire Pralong (DSPE) ☎ 022 546 76 13 Nicole Bovard Briki (DCTI) ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
4 mai 14h00	Bilan carbone et plan d'actions environnementales de l'administration cantonale genevoise	Salle du Commissaire Général 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Grégoire Pralong (DSPE) ☎ 022 546 76 13 Roland Godel (DF) ☎ 022 327 38 07
9 mai 10h30	Gestion des dangers naturels : risques liés aux crues	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14
13 mai 11h00	Remise de la bourse et du prix cantonaux du développement durable	Globe de la science et de l'innovation du CERN	DARES	Jean-Pierre Tombola ☎ 022 338 19 42
19 mai 11h00	Inauguration du tronçon franco-suisse renaturé de l'Hermance	Rendez-vous à Veigy-Foncenex (détails suivront)	DIM	Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14

30 mai 10h00	Présentation des résultats de l'étude d'impact sur la santé de la loi sur l'interdiction de fumer (LIF)	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Virginie Monnet ☎ 022 546 88 14
31 mai 17h00	Prestation de serment des conseillers/ères administratifs, maires et adjoint-e-s	Cathédrale Saint-Pierre	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80